

## ENSEIGNEMENT

# Pas d'école musulmane en septembre

**La première école secondaire musulmane devait ouvrir ses portes en septembre. Mais il lui manque une autorisation.**

**L**a première école secondaire libre musulmane subventionnée en Fédération Wallonie-Bruxelles, le projet d'école « La Vertu » à Anderlecht, n'ouvrira vraisemblablement pas ses portes à la prochaine rentrée scolaire, comme elle l'espérait pourtant.

Son pouvoir organisateur, l'ASBL Enseignement confessionnel islamique de Belgique (ECIB), attend maintenant depuis un an l'ultime autorisation dans sa procédure d'homologation, à savoir le feu vert final de la ministre de l'Éducation. Et celui-ci ne devrait pas tomber en temps utile pour la

prochaine rentrée.

Interrogée mardi en commission du Parlement par le député Gilles Mouyard (MR, opposition) sur l'avancement du dossier, la ministre Joëlle Milquet a indiqué toujours attendre les réponses à des « questions complémentaires » adressées aux responsables de l'école.

Elle avait fourni la même réponse à une question similaire posée il y a deux mois déjà au Parlement.

Un responsable de l'école assure toutefois que le dossier est bien complet. Il rappelle d'ailleurs que le projet a déjà reçu (en mai 2014)

l'avis positif du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, qui regroupe des représentants de l'administration, des syndicats et des différents réseaux de l'enseignement subventionné.

Pour Gilles Mouyard, la ministre de l'Éducation « *joue clairement la montre* » dans ce

dossier pour empêcher l'ouverture de cette école secondaire musulmane à la prochaine rentrée scolaire.

« *Sa manière de gérer tous ses dossiers comme des coups médiatiques l'empêche de prendre sereinement une décision dans ce dossier...* », estime Gilles Mouyard.

## Milquet mal prise

Alors que le débat fait rage depuis des semaines en Fédération Wallonie-Bruxelles sur les cours de religion et de morale et l'éducation au vivre ensemble à l'école, le dossier « La Vertu » tombe en effet à un mauvais moment pour la ministre Milquet.

Il est également politiquement très délicat pour elle. Accusée régulièrement par ces opposants de mener une politique communautariste, un feu vert au projet ne manquerait pas d'être interprété par ceux-ci comme un nouveau gage envers la communauté musulmane. ■